

L'idéologie, insulte à la bonne gouvernance

La gauche accuse Michel I^{er} de verser dans l'idéologie déplacée, bête et méchante. Tout est bon pour faire passer les ministres de droite pour de dangereux entêtés. Jusqu'à brandir le spectre du sinistre Pinochet et de sa dictature chilienne.

Par Pierre Havaux

Que du bonheur pour l'entrepreneur. Enfin une sécu où « le client » sera roi. Le consommateur ? Livré sans protection au bon vouloir des patrons. L'armée ? Dans la rue : aujourd'hui pour cause de menace terroriste, demain pour étouffer l'agitation sociale. Le nucléaire ? Remis sur les rails. Les étrangers en situation irrégulière ? Ravalés au rang d'illégaux à éloigner au plus vite. Squatteurs, mendiants, sans-abri ? Catalogués sous la rubrique criminalité.

Bienvenue dans un monde et une politique de droite. Alerte rouge. Du PTB aux socialistes avec un détour par les verts, l'opposition sonne le tocsin : Michel I^{er}, vraie coalition de droite (N-VA - CD&V - Open VLD - MR), part en croisade idéologique. Le lourd reproche tourne en boucle au sein de l'opposition parlementaire progressiste. Les doigts accusateurs des députés se

tendent vers les ministres fédéraux, tour à tour pris en flagrant délit de « posture idéologique ».

Maggie De Block, ministre Open VLD des Affaires sociales, prétend ne plus vouloir d'une sécu caricaturée en « hamac et en source de profitariat ». Noble intention ? Vraie supercherie, traduit Raoul Hedebouw, député PTB. Il n'y aurait derrière ces belles paroles que « volonté de stigmatiser les plus fragiles, présentés comme de potentiels profiteurs ». Voilà comment « on donne idéologiquement raison à ceux qui, aujourd'hui, sapent les fondements de la sécurité sociale en la dépeignant comme une source d'abus ».

Daniel Bacquelaine, ministre MR des Pensions, porte sur ses épaules la charge écrasante de devoir faire bosser les gens plus longtemps. Question de bon sens ? Tout faux, bondit, là encore, le député radicalement de gauche : « Dire qu'il faudrait allonger les carrières à cause de l'augmentation de l'espérance de vie procède d'une prise de position purement idéologique. »

Willy Borsus, autre libéral francophone en charge des PME et des Classes moyennes, n'agit pas autrement. Et le député socialiste Paul-Olivier Delannois de dénoncer : « Au lieu de créer de l'emploi de qualité, il va augmenter la flexibilité des employés et généraliser la précarisation des emplois. » « On va alléger les règles et les obligations en matière de protection du consommateur. La FEB, Febelfin, Assuralia et consorts remercient d'ores et déjà le ministre », lance la députée Fabienne Winckel (PS) à l'intention du ministre de l'Economie Kris Peeters (CD&V).



MICHEL I^{er} Les ministres fédéraux, tour à tour pris en flagrant délit de « posture idéologique » par l'opposition parlementaire progressiste.

Où est le mal ?

Lecture tendancieuse des chiffres et des rapports d'experts, conclusions à sens unique : la suédoise oserait tout pour parvenir à ses fins. Au nom du PS, Paul-Olivier Delannois sonne la charge : « De tous les maux de la terre, ce sont les charges scandaleusement ponctionnées aux patrons qui sont les pires aux yeux de ce gouvernement. Nous ne sommes pas assez compétitifs, nos travailleurs coûtent trop cher. Le gouvernement fait essentiellement dans l'idéologie et les poncifs. »

Marco Van Hees, parlementaire PTB, a délicatement posé la cerise sur le gâteau servi au N-VA Jan Jambon, ministre de l'Intérieur mais aussi de la



B. VANDEN BROUCKE/PHOTO NEWS

RAOUL HEDEBOUW (PTB) à propos de Maggie De Block (Open VLD) : « Une volonté de stigmatiser les plus fragiles, présentés comme de potentiels profiteurs. »



D. WAEM/BELGAINAGE

PAUL-OLIVIER DELANNOIS (PS) à propos de Willy Borsus (MR) : « Au lieu de créer de l'emploi de qualité, il va augmenter la flexibilité des employés et généraliser la précarisation des emplois. »



dépeignant comme composé d'idéalistes qui se laissent emporter par leur vision du monde », decode Pierre Verjans, politologue à l'Université de Liège. Un bien vilain défaut au royaume du compromis et de la recherche du consensus: « Dans le modèle politique belge, l'idéologie prend une dimension péjorative. »

Où est le mal ? Pascal Delwit, politologue à l'ULB, parle de mauvais procès: « Faire preuve d'idéologie, c'est exprimer une vision de la société. Il n'y a rien de condamnable à cela. C'est d'ailleurs ce que l'on attend d'un parti politique. Tous les gouvernements sont idéologiques puisqu'ils sont plus ou moins marqués politiquement. » Quoi de plus normal que la suédoise, en s'effaçant de droite, avance moins masquée qu'une alliance contre-nature qui tourne autour d'un axe gauche-droite.

Les partis aiment convoquer un congrès idéologique pour se ressourcer, recharger leurs batteries, nourrir un programme électoral. Mais sitôt au gouvernement, les voilà priés de ranger au vestiaire leurs convictions et de mettre leur phraséologie en sourdine. L'idéologie élevée au rang d'insulte à la bonne gouvernance. Le N-VA Jan Jambon l'a bien compris en se défendant: « Je ne fais pas de l'idéologie. Je parle d'efficacité. » •

Sécurité. « Je ne peux m'empêcher de comparer la situation actuelle à celle du Chili suite au coup d'Etat de Pinochet. La manière dont le ministre évoque des problématiques sociales (mendicité, sans-abris) conduit à une criminalisation des plus faibles. Ces problèmes sont évoqués sous l'angle de la sécurité alors qu'il s'agit principalement de problèmes sociaux. Le ministre souhaite associer l'armée au maintien de l'ordre public. Pour rappel, au XIX^e siècle, on y avait recours lors des manifestations ou des grèves d'ouvriers qui étaient le plus souvent considérés comme des délinquants. »

Michel I^{er}, ou l'inquiétant retour en force de l'idéologie au pouvoir. De

droite, s'entend. La gauche parlementaire veut faire passer l'adversaire pour une bande d'entêtés qui persistent dans leurs erreurs et refusent de voir la réalité. « L'opposition espère ainsi saper la crédibilité du gouvernement en le

ÉCARTS DE LANGAGE

« Charges salariales », « handicap salarial », « sécu orientée client » : ces expressions qui trahiraient un penchant à droite.

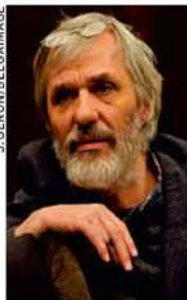
• **Laurette Onkelinx (PS) à la ministre des Affaires sociales Maggie De Block (Open VLD)** : « Je suis quelque peu gênée par la formule "une sécurité sociale orientée client". Le choix de ces mots traduit une conception de la sécurité sociale que je ne peux partager. »

• **Wouter De Vriendt (Groen) au secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Theo Francken (N-VA)** : « Je regrette l'utilisation récurrente du mot "illégal", que ce soit dans les tableaux budgétaires ou dans la note de politique générale. Qualifier certains étrangers d'illégaux alimente la perception selon laquelle ces étrangers seraient des délinquants. Je plaide avec insistance pour qu'on cesse d'utiliser ce terme à l'avenir. »

• **Jean-Marc Delizée (PS) au ministre des PME et des Classes moyennes Willy Borsus (MR)** : « Le contenu de l'exposé d'orientation politique est très marqué idéologiquement. A propos de la notion de "charges salariales", il serait plus correct et moins tendancieux de parler de "cotisations sociales", car il s'agit en fait d'une recette pour le régime de sécurité sociale, qui est basé sur les cotisations. Le même raisonnement s'applique à l'expression "handicap salarial" utilisée dans la note de politique générale, qu'il vaudrait mieux éviter. »

• **Muriel Gerkens (Ecolo) au ministre des PME et Classes moyennes Willy Borsus** : « Je suis favorable, comme mon parti Ecolo, aux réductions des coûts salariaux et des cotisations patronales au profit du secteur des PME. Mais je refuse, pour des raisons éthiques, de parler de "charges salariales". » • P. Hx

J. GERON/BELGIMAGE



PIERRE VERJANS (ULG) « Dans le modèle politique belge, l'idéologie prend une dimension péjorative. »